

Pékin demande à Washington de mieux accueillir les investissements chinois

La Chine a demandé vendredi 8 mars aux Etats-Unis de faire preuve de davantage de transparence dans leur processus d'acceptation ou de refus des investissements chinois, en accusant des « parlementaires » occidentaux d'avoir une « mentalité de la Guerre froide ».

Sur trois dollars que la Chine souhaite investir aux Etats-Unis, un seul bénéficie d'un feu vert de Washington, a regretté le ministre chinois du Commerce, Chen Deming.

« Des parlementaires dans certains pays développés considèrent encore les investissements émanant de sociétés chinoises, en particulier ceux des sociétés d'Etat chinoises, avec une mentalité et une idéologie de la Guerre froide », a dit M. Chen dans une conférence de presse organisée en marge de la session annuelle du parlement.

Il a ajouté espérer que les procédures d'examen des offres d'investissement chinois aux Etats-Unis « seront davantage ouvertes et transparentes, et davantage prévisibles pour les sociétés (candidates) ».

La Chine possède les réserves de change les plus importantes au monde : elles ont atteint fin décembre le montant record de 3.310 milliards de dollars. Pékin utilise une partie de ces réserves pour investir dans des entreprises à l'étranger, à travers son principal fonds souverain, le CIC.

Les relations commerciales entre les deux premières économies de la planète sont souvent difficiles, perturbées par des accusations souvent réciproques de pratiques illégales, de manipulation de monnaie et des droits de douanes, de dumping ou de vol de secrets industriels.

Une entreprise chinoise d'engins de chantier, Sany, a porté plainte l'an dernier contre le président américain Barack Obama pour l'avoir empêchée d'acquérir des fermes éoliennes situées près d'une base militaire dans l'Oregon. Pour fonder sa décision, Washington avait mis en avant des risques à la sécurité nationale des Etats-Unis.

Dans un rapport d'octobre 2012, une commission du Congrès américain avait conclu que les deux géants chinois des télécoms Huawei et ZTE menaçaient la sécurité américaine et devaient être empêchés de conclure des contrats et acquisitions aux Etats-Unis.